

Revalorisations salariales : Elisabeth Borne veut pousser les branches à négocier

« La pression monte pour une augmentation des salaires », titre **La Croix**. Alors que le Smic sera augmenté de 0,9 % au 1er janvier prochain, sans coup de pouce supplémentaire, le gouvernement pousse les branches professionnelles à négocier des augmentations salariales.

« Un smic toujours trop bas », juge toutefois la CGT, critiquant le groupe d'experts conseillant le gouvernement qui, depuis qu'il a été constitué en 2008, n'a jamais jugé opportun d'aller au-delà de la revalorisation automatique. « On ne peut se satisfaire d'une revalorisation qui ne change pas la situation des travailleurs soumis à de bas salaires », estime de son côté la CFDT. La ministre du travail a donc poussé les branches à négocier des augmentations salariales. Cinquante-sept d'entre elles y travaillent actuellement. Elisabeth Borne doit d'ailleurs recevoir ce matin leurs responsables pour, a-t-elle expliqué, « continuer à (leur) mettre la pression ». (**La Croix, p.21**)

« Le temps des rallonges », titre Marianne, qui revient sur les dernières mobilisations, notamment celle des salariés de Leroy Merlin afin d'obtenir des revalorisations. « Le "quoi qu'il en coûte" a été très généreux avec les entreprises. Leur situation financière est favorable, les carnets de commandes sont pleins. Les entreprises qui avaient perdu l'habitude de traiter en amont les revendications salariales sont en capacité de le faire. De leur côté, les salariés défendent leur pouvoir d'achat avec d'autant plus d'ardeur qu'ils anticipent un rapport de force favorable », explique Xavier Timbeau (OFCE). « C'est dommage d'en arriver là ! », soupirent parfois des néogrévistas attachés à l'ambiance familiale de leur maison. Mais, après les efforts fournis durant les confinements, essuyer un refus d'augmentation vaut désormais humiliation, raconte l'hebdomadaire. (**Marianne, p.24**)

« "Les salariés défendent légitimement leur pouvoir d'achat" », titre Marianne, qui ouvre ses colonnes à Yves Veyrier. Le secrétaire général de Force ouvrière signale que « depuis les confinements, les salariés ne comprennent pas que des employeurs qui se portent bien, (...) n'augmentent pas les salaires ; tout en abusant, pour certains, de l'apprentissage. » « Le pouvoir d'achat passe par les salaires qui se négocient entre salariés et employeurs », juge ce dernier, ajoutant que « les primes, auxquelles s'ajoutent des baisses de charges patronales sur les basses rémunérations, créent des effets de substitution qui freinent les négociations et génèrent des effets de seuil et des tassements. » Il affirme enfin que « de meilleures rémunérations et des emplois de qualité passent aussi par la réindustrialisation ». « Il faut revenir sur les processus d'externalisation d'activités, les cascades de sous-traitance qui ne visent qu'à économiser sur le « coût du travail » ». (**Marianne, p.27**)